

La Marine lance une bouée à des jeunes en rupture

L'école des fusiliers marins de Lorient vient d'accueillir une soixantaine de jeunes franciliens en rupture. Un stage de découverte qui s'inscrit dans le dispositif d'insertion, « permis sport emploi ».

L'initiative

Leïla a 22 ans. Originaire de la banlieue parisienne, elle achève un stage d'une semaine au sein de l'école des fusiliers marins et commandos de Lorient, dans le cadre du dispositif « permis sport emploi » (PSE). Concluant ? **« Au début, j'ai eu peur car je ne connaissais pas l'armée ,** témoigne Leïla.**M'engager ? Pourquoi pas. Mais plus tard et pas en mer ! On a eu de bonnes relations avec les encadrants. Au niveau des ordres qu'on nous donnait, c'était raisonnable. Il fallait de toute façon remettre certaines choses à leur place... »** Si Leïla est allée au bout du stage avec les fusiliers marins et commandos, ce n'est pas le cas de tous ses camarades. Sur les deux sessions accueillies par la Marine, cinq participants ont été mis à la porte. Problème de comportement.

Changement radical

« Les premiers jours, c'est un changement radical pour ces jeunes issus de milieux défavorisés , note le capitaine de corvette Jean-Paul Wadoux, chef du stage PSE 2016. Ils ont du mal à **accepter qu'on leur dise quoi faire...** » Lever à 6 h 30, coucher à 22 h 30, activités sportives (course d'orientation, marche, petit parcours du combattant, navigation à la pagaie à bord d'embarcations pneumatiques...), bivouac de nuit... On est loin du quotidien des jeunes de banlieue. **« Le stage se déroule au fort Saint-Julien (Quiberon), lieu d'entraînement des futurs commandos marine,** poursuit le capitaine de corvette Jean-Paul Wadoux. On apprend à ces jeunes le respect des règles et du savoir-vivre en collectivité. On développe avec eux **la solidarité, l'esprit d'équipe, la discipline. »**

« Tout le monde en parle mais personne n'en veut »

Ce qu'Emmanuel de Richoufftz appelle « les prérequis » . Cet ancien général de l'armée de terre est à l'origine du programme PSE. Tout est parti d'un constat, en 2005. « Chaque année, 180 000 jeunes sortent du système scolaire sans rien , **s'inquiète le vice-président de l'association Cap Jeunesse.** Ils sont en déshérence. Comment les faire (ré) intégrer la société, les amener **vers l'emploi ? C'est l'objectif du programme, mené avec différents partenaires : des associations d'insertion, des entreprises, des sportifs, l'armée. »** Ces jeunes de 18 à 25 ans, « dont tout le monde parle mais que personne ne veut chez soi » , sont présélectionnés par les Missions locales. Leur cursus, qui bénéficie d'un financement public (Etat et collectivités territoriales), dure six mois. Les stagiaires sont « mis ou remis dans les conditions pour accéder à un premier emploi, peu qualifié mais **susceptible d'évolution »** (CDD, CDI ou alternance). Au passage, ils auront décroché un précieux sésame vers l'insertion : le permis de conduire. « Le général des banlieues » revendique 60 à 75 % de taux de réussite ; 1 600 jeunes sont déjà passés par son PSE.

Catherine JAOUEN.